

Janvier noir Quand la démocratie se fait violence

Pascal Fenaux et Jean-Claude Willame

Le massacre de la rédaction de *Charlie Hebdo* et, dans une moindre mesure (voir ci-dessous), l'exécution de trois policiers et de quatre clients juifs d'un magasin kasher¹ ont été noyés par un flot de paradoxes, d'ambiguïtés, de contradictions et de maladresses aussi, le tout emporté par un torrent d'opinions déversées tant sur les réseaux sociaux que dans la presse et où le pire a côtoyé le meilleur.

« Je suis Charlie », « je ne suis pas Charlie » : internautes et commentateurs ont réagi avec leurs tripes et/ou des argumentations tantôt simples, tantôt sinueuses, mais qui méritent l'attention et le respect. Les uns et les autres se sont sans doute retrouvés pour la plupart dans ces manifestations « historiques » du 11 janvier 2015 à Paris et ailleurs. À quelques bémols près.

Tout d'abord, nombre de Juifs d'Europe ont dû légitimement se sentir renvoyés à la marge de manifestations dont les mots d'ordre étaient essentiellement centrés sur le massacre de *Charlie Hebdo*. Comme si, par fatalisme ou par prisme politique,

nos opinions publiques s'étaient déjà accoutumées à voir des concitoyens d'origine juive être les cibles d'attentats ou d'exécutions de sang-froid.

Ensuite, les responsables politiques ne sont pas tous apparus sous leur meilleur jour. Si la « société civile » a dominé un théâtre médiatique qui aurait été moqué, *in tempore non suspecto*, par un hebdomadaire satirique exécré par les intégristes de tout poil, certains dirigeants ont dû ressentir une certaine gêne à se voir côtoyer des Viktor Orban, Benyamin Netanyahou, Ali Bongo et quelques seconds couteaux d'États où les droits de l'homme ne figurent pas en tête du menu de leurs préoccupations, c'est le moins que l'on puisse dire.

Enfin, outre les chefs d'État et de gouvernement présents (dont certains se seraient, paraît-il, invités), François Hollande a cru bon d'impliquer également les huiles des différents partis politiques français, défilant elles aussi à part du « bon peuple² ». On a donc pu crier à la récupération, et Marine Le Pen s'en est donnée à cœur joie sur le thème de son exclusion du cérémonial. Dont acte.

¹ Ces lignes ont été écrites avant les attaques de Copenhague des 14 et 15 février.

² Christophe Mincke, « Attention à la marche (du 11 janvier) », e-Mois, un blog de *La Revue nouvelle*, 3 février 2015.

Cela étant dit, ce flux énorme d'émotions, calculées ou spontanées, ne mérite cependant pas d'être dénigré ni par le regard froid de l'analyste, ni par l'indignation de ceux qui déplorent les conflits oubliés au Kivu, au Nigeria ou ailleurs³, ni enfin par de beaux esprits qui n'apprécient guère tout ce charivari. Si elles furent largement inattendues par leur ampleur en France comme en Europe, les manifestations contre une forme de terrorisme aussi abjecte que peu compréhensible ont agi comme un choc thérapeutique renvoyant à un « c'est assez », à un « plus jamais ça ». Elles ont pu démontrer que c'est toute notre société, depuis ce qui se passe dans les prisons, dans les écoles, dans le milieu associatif, dans les exécutifs et dans les Parlements, qui est et qui doit se sentir concernée.

Les réponses sont, il est vrai, loin d'aller de soi. Le « sécuritaire » est sur la touche. Écartelé entre les exigences de justice démocratique, d'une part, et celles d'efficacité, d'autre part, il n'a pas su barrer la route à des Mohammed Merah (Toulouse, mars 2012) ou Mehdi Nemmouche (Bruxelles, mai 2014) qui sont parvenus à exécuter froidement des Juifs (y compris des enfants) parce que Juifs, ni à ceux qui se sont attaqués l'été dernier à des synagogues. Sans compter que, depuis la *septimana horribilis* vécue à Paris en janvier, de nombreux actes arabophobes et islamophobes ont été commis dans une relative impunité. Face à cela, les pouvoirs exécutifs n'ont pour l'instant fait qu'afficher leur désarroi en annonçant dans un premier temps un train de mesures symboliques dérisoires et discutables, tant en France (isolement carcéral des « radicalisés ») qu'en Belgique (déploiement de l'armée, retrait

de nationalité et de passeport belges et gel des avoirs de meurtriers en puissance dotés de toute la panoplie mafieuse suffisante pour imprimer de faux passeports, acheter des armes, etc.).

L'« intégration » ne semble pas davantage constituer en soi « la » panacée. Mus par un appétit de puissance et de victoire, ainsi que par un nihilisme dont les sociétés ouest-européennes croyaient s'être guéries⁴, certains militants d'une frange apocalyptique et millénariste musulmane (qui n'a plus que de très lointains rapports avec l'islam politique originel, violemment écrasé en Syrie comme en Égypte) ont certes poussé sur un terreau de pauvreté et d'exclusion, mais aussi sur celui d'une certaine réussite sociale. Il n'y a en réalité pas de profil type de « djihadiste ». Le sociologue des religions Olivier Roy⁵ l'affirme tout net : « Les petits délinquants côtoient des gens éduqués, certains viennent de familles unies, de banlieue ou de la campagne. [...] Certains même sont Français de souche, d'autres des Antilles, d'autres enfin sont originaires d'Afrique de l'Ouest dans des pays à majorité catholique ou protestante ». Ils invoquent cependant pour la plupart un sentiment d'humiliation et d'exclusion dans une société où l'on n'oublie surtout pas Guantanamo et la

4 | Amnésiques ou anesthésiés par de désormais lointaines « Trente Glorieuses » et par la virtualisation exponentielle de notre vivre-ensemble, nos sociétés et leurs jeunes générations voient s'évaporer peu à peu la mémoire collective, non seulement des deux guerres mondiales, mais aussi celle des immenses boucheries que furent, du XVI^e au XVIII^e siècle en Europe du Nord, les guerres politico-confessionnelles, boucheries dont le territoire de la Belgique actuelle fut l'un des principaux théâtres, sans parler de l'impuissance déshonorante de l'Europe politique face au carnage yougoslave des années 1990. L'évaporation des anciennes mémoires collectives européennes « de vieille souche » se complique avec l'apparition et l'expression en pointillé de micromémoires « communautaires » issues des anciens prés carrés coloniaux de la vieille Europe.

5 | Olivier Roy, « La peur d'une communauté qui n'existe pas », *Le Monde*, 9 janvier 2015.

3 | Voir dans ce numéro : Pierre Coopman, « Oser s'interroger sur les indignations à géométrie variable », p. 11.

version « américaine » d'Abou Ghraïb (sa version baasiste « irakienne » antérieure étant, elle, passée par pertes et profits).

L'appel à la « responsabilisation des autorités musulmanes », que l'on somme parfois de se désolidariser des crimes « djihadistes », est aussi un leurre. Même si son texte s'adresse surtout à un lectorat français, il faut citer à nouveau Olivier Roy : « La "communauté" musulmane souffre d'un individualisme très gaulois et reste rétive au bonapartisme de nos élites. Et c'est une bonne nouvelle. Et pourtant, on ne cesse de parler de cette fameuse communauté musulmane, à droite comme à gauche, soit pour dénoncer son refus de vraiment s'intégrer, soit pour en faire une victime de l'islamophobie. Les deux discours opposés sont fondés en fait sur le même fantasme d'une communauté musulmane imaginaire. Il n'y a pas de communauté musulmane, mais une population musulmane. »

N'ayant pas l'impudence léniniste d'apporter des réponses décisives au « quoi faire », nous nous contenterons d'orienter le lecteur vers deux pistes qui nous ont interpellés dans le foisonnement émotionnel et intellectuel de ces dernières semaines. Elles peuvent être synthétisées par l'expression forte du psychiatre et psychanalyste français de la « résilience », Boris Cyrulnik : la « solidarité armée ».

La solidarité, d'abord et avant tout. Une solidarité superbement exprimée par l'auteur de la pièce *Djihad*, Ismaël Saïdi⁶ : « Entrez dans nos mosquées, asseyez-

vous, parlez avec nous, et surtout venez sans demander l'autorisation, vous êtes les bienvenus. Nos tapis sont chauds, nous n'avons pas de chaises, mais c'est pour mieux nous serrer. Serrez-nous, serrez-nous fort ! Sachez que nous avons autant peur de vous que vous avez peur de nous. Faites-nous entrer dans vos synagogues, nous n'en avons jamais vu. Nous ne savons pas qui vous priez, qui vous aimez, ce que vous mangez... Éclairez-nous comme nous aimerions vous éclairer. Nous avons soif de vous : vos églises, vos temples, vos maisons où dieu n'existe pas, tous ces endroits, nous voulons les connaître aussi. Mais, par pitié, ne nous laissez pas. Ne rentrez pas chez vous en fermant la porte. Il fait froid dehors, il fait noir. Si vous nous laissez dans l'obscurité cette fois encore, un autre monstre en sortira pour nous blesser, nous tuer en vous blessant, en vous tuant. Hier vous étiez *Charlie*, demain qui serez-vous ? »

Cet extrait fulgurant d'intelligence tactile est là également pour nous mettre en garde, même si ce n'était pas à priori l'intention explicite des auteurs d'une pièce écrite et mise en scène avant le Janvier noir. Pendant longtemps (le moins longtemps possible, devons-nous l'espérer), le regard des Européens de « vieille souche » ne sera plus le même envers leurs concitoyens de « souche récente » et — généalogiquement et culturellement — originaires du monde arabo-islamique. Inversement, ces derniers éprouveront longtemps de la difficulté et une colère sourde à devoir soutenir le regard inquiet et méfiant de nombre de leurs concitoyens. Comme le chantait, de façon revêche et tendue, un artiste britannique qui ne s'était pas encore fané dans l'unanimisme béat de la *World Music*, « la Peur, cette Peur, elle est la Mère de toute violence. Tu sais que tout ce dont tu as besoin, c'est

⁶ Jouée depuis décembre 2014 par Ben Hamidou, Reda Chebchoubi, Shark Carrera et Ismaël Saïdi (scénariste et metteur en scène), *Djihad* raconte « l'odyssée tragicomique de trois Bruxellois qui partent en djihad ». Vu le succès rencontré dès décembre 2014 et à la suite des événements de Paris, cette pièce, jouée dans plusieurs théâtres bruxellois, devrait rapidement essaimer en Wallonie dans les mois à venir.

simplement de te protéger, mais il te devient difficile de respirer et de croire, de croire en quoi que ce soit⁷ ». Les temps à venir vont être durs, cruels et cruciaux pour tous les citoyens européens, des citoyens qui seront, tous et de façon légitime, écartelés entre méfiance, confiance et défiance.

La « solidarité armée », ensuite, et telle que tente de la dépeindre l'historien et arabisant français Jean-Pierre Filiu. À rebours de trop d'anciennes barbouzes reconverties en experts médiatiques du « terrorisme djihadiste » et vendant leurs services au plus offrant, Filiu n'a eu de cesse de mettre en garde depuis de longues années les Européens contre les ondes de choc simultanées et conjointes que sont, d'une part, l'émergence d'une excroissance nihiliste et apocalyptique de l'islamisme originel, et, d'autre part, l'écrasement contrerévolutionnaire des « printemps arabes⁸ ». « Au-delà du choc de la tragédie de *Charlie Hebdo*, il n'est que temps pour les *démocrates* [souligné par nous] des deux rives de la Méditerranée de comprendre qu'ils ont eux aussi le même ennemi. Et d'en tirer toutes les conséquences en termes de solidarité active. La personnalité des bourreaux de *Charlie* témoigne d'une escalade sensible dans le professionnalisme de l'horreur. Le pire est sans doute à venir si nous n'anticipons pas le coup suivant de la pieuvre terroriste. »

Mais que l'on ne s'y trompe pas. En s'exprimant ainsi devant un parterre européen en janvier dernier, c'est bien aux « démocrates des deux rives » que Jean-Pierre Filiu en appelle, pas aux dictatures militaires ni aux « tromocraties⁹ » arabes

pseudo-laïques (Syrie en tête, sans oublier l'Égypte et l'Algérie) qui voient dans l'émergence de Daesh une occasion nouvelle et inespérée de se refaire une rente de situation en se posant en remparts contre les feux infernaux d'une « barbarie » dont ils soufflent sur les braises depuis au moins six décennies, quand ils ne les ont tout simplement pas allumées¹⁰. Face à la violence, les démocrates vont devoir se faire violence.

étatique). La tromocratie est un régime issu d'un coup d'État et qui, avançant masqué tel un système mafieux derrière la façade « civile » de l'État, éradique immédiatement toute forme d'organisation de la société par l'imposition sanglante d'une pure non-loi en lieu et place d'une loi arbitraire (prévisible et lisible), l'exercice d'une terreur aveugle sur les individus, l'élimination physique des corps intermédiaires et la « dépolitisation » durable de la société. Avec, finalement, un bilan humain se soldant par la « disparition » de centaines de milliers de citoyens. Au Moyen-Orient, deux tromocraties archétypiques particulièrement sanglantes ont sévi ou sévissent encore : l'ancien régime baasiste irakien (1968-2003) et le régime baasiste syrien (1963-?). En l'état actuel, l'« État islamique » n'est pas (pas encore?) une tromocratie. Malgré ses exactions atroces et soigneusement médiatisées (contrairement à la pratique des régimes baasistes) et l'appoint d'anciens cadres paramilitaires baasistes irakiens, le régime instauré en juin 2014 par le Daesh a l'ambition affichée de constituer un État, certes totalitaire et théocratique, mais un État en bonne et due forme. Ses cibles et ses victimes sont « prévisibles » et savent trop bien à quoi s'en tenir : les musulmans sunnites « dévoyés » et les musulmans chiites, ainsi que les minorités ethniques et confessionnelles non arabes et non musulmanes. Pascal Fenaux, « La Terreur promise », *La Revue nouvelle*, octobre 2002.

7 | Peter Gabriel, « Mother of Violence », *Peter Gabriel II*, Virgin Records, 1978.

8 | Marc Semo, « Jean-Pierre Filiu : Le danger d'un 11 septembre européen est réel », *Libération*, 2 juin 2014.

9 | Terme d'origine grecque (*tromocratía*) construit sur *trómos* (terreur) et *kratía* (racine désignant le pouvoir

10 | Pierre Coopman, *op. cit.*